

D 855 AMÉRIQUE CENTRALE: POSITION DU CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ DES ETATS-UNIS

La situation en Amérique centrale est toujours aussi tendue. Du côté des initiatives en faveur d'une solution négociée, il faut souligner le rôle du Mexique, du Panama, de la Colombie et du Venezuela, rassemblés dans le "Groupe de la Contadora", du nom de l'île panaméenne où ils se sont réunis en janvier 1983 pour rechercher les modalités de la paix dans cette région du monde. Ce groupe se heurte à une certaine intransigeance des Etats-Unis, qui sont soucieux de garder le contrôle politique en Amérique centrale et dans le Bassin des Caraïbes. La récente déclaration du président Reagan devant le Congrès, le 27 avril 1983, a bien montré que la position américaine en ce domaine ne change guère. A cette occasion, le journal "New York Times" du 7 avril a rendu public un rapport de synthèse élaboré par le Conseil national de sécurité des Etats-Unis sur la politique nord-américaine vis-à-vis de l'Amérique centrale et de Cuba. Ce document est un résumé du travail mené en avril 1982 par le Groupe de planification de sécurité nationale, c'est-à-dire le vice-président des Etats-Unis, le secrétaire d'Etat, le secrétaire à la défense, le directeur de la CIA, le directeur du Conseil national de sécurité ainsi que les trois conseillers privés du président Reagan.

C'est ce document que nous donnons ci-dessous. Il éclaire utilement les prises de positions publiques des responsables de la politique des Etats-Unis vis-à-vis de l'Amérique centrale.

Note DIAL

Document du Conseil national de sécurité des Etats-Unis**"POLITIQUE DES ETATS-UNIS CONCERNANT
L'AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA
JUSQU'À L'ANNÉE FISCALE 1984-RÉSUMÉ"
(avril 1982)****I - INTÉRÊTS ET OBJECTIFS**

Nous avons intérêt à créer et à soutenir en Amérique centrale des Etats démocratiques capables de mener leurs affaires politiques et économiques sans ingérences extérieures. Au plan stratégique, nous avons un intérêt vital à ne pas admettre la prolifération d'Etats de modèle cubain qui serviraient de tremplin à la subversion, mettraient vitalement en danger les routes maritimes et constitueraient une menace militaire directe à nos frontières ou à proximité. Cela serait globalement un coup pour nous, entraîne-

rait une désorganisation de notre économie et se solderait par un afflux d'immigrants clandestins aux Etats-Unis. Nous devons, à court terme, nous efforcer d'éliminer de la région l'influence soviéto-cubaine et, à long terme, mettre en place des gouvernements politiquement stables et capables de résister à de telles influences.

II- LA SITUATION ACTUELLE

La détérioration de nos positions, évidente au cours des six à douze derniers mois, a été stoppée. L'évolution politique a été positive dans la région. Les élections au Honduras, au Costa Rica et en El Salvador ont fortement contrasté avec l'accroissement du totalitarisme au Nicaragua; elles ont freiné l'élan des opérations publiques de l'extrême-gauche et porté un coup à leur programme politique. Au Guatemala, le récent coup d'Etat des jeunes officiers nous a donné de nouvelles possibilités d'amélioration de nos relations avec ce pays. Le mini-coup d'Etat du Panama a porté au pouvoir un chef de la Garde nationale nouveau, plus dynamique et plus favorable aux Etats-Unis. La coopération entre les Etats démocratiques de la région a progressé, comme l'a montré la constitution de la Communauté démocratique d'Amérique centrale.

Militairement, la situation s'est améliorée en El Salvador où la perspective d'une prochaine victoire militaire du Front Farabundo Marti de libération nationale a été écartée, et où les forces armées salvadoriennes ont fait preuve d'une combativité accrue. Les efforts d'interdiction des armes dans la région ont freiné mais non stoppé le ravitaillement en armes de la guérilla. Le coup d'Etat du Guatemala peut affaiblir quelque peu l'efficacité militaire du gouvernement; mais à long terme, si le gouvernement s'avère capable de faire face au problème de la violence officielle, il deviendra plus efficace dans la lutte antisubversive. Au Nicaragua, les Sandinistes sont soumis à des pressions grandissantes, comme résultat de nos efforts secrets et par suite du piteux état de leur économie. Pour la première fois les Sandinistes sont contraints de se demander s'ils pourront continuer à exporter la subversion impunément.

Cependant, de sérieux problèmes subsistent:

- Les forces de la guérilla en El Salvador et au Guatemala s'élèvent toujours à 4.000/5.000 membres dans chacun de ces deux pays.
- Il y a en El Salvador et au Guatemala un dangereux manque de consensus politique qui peut déboucher sur une désintégration politique. Des réformes doivent être poursuivies sans discontinuer sur le plan politique, social et institutionnel.
- Nous continuons d'avoir de graves difficultés avec l'opinion américaine et avec le Congrès, lesquels font obstacle à notre capacité de rester dans la course. L'opinion internationale, particulièrement celle d'Europe et du Mexique, continue de s'opposer à notre politique.
- Cuba et le Nicaragua sont toujours en condition de maintenir et même d'accroître leur aide aux groupes d'insurgés et de terroristes, en particulier au Honduras et au Costa Rica, où leurs activités se renforcent. Panama pourrait devenir une cible.
- Le Mexique continue, ouvertement ou discrètement, d'aider l'extrême-gauche par la propagande ainsi qu'une aide financière et politique.
- L'OPEP et la Lybie continuent de fournir une aide militaire et financière à l'extrême-gauche.

- La situation économique de la région continue de se détériorer, provoquant des déséquilibres sociaux et politiques qui nuisent aux efforts que nous déployons pour stabiliser la situation.

III- LA STRATÉGIE

Notre stratégie actuelle repose sur un engagement continu et efficace dans la région en fonction des points suivants:

- Amélioration des capacités militaires opérationnelles des Etats démocratiques de la région pour faire face à la subversion de l'extrême-gauche.
- Amélioration de la situation économique par une aide économique directe et par le programme CBI.
- Aide directe aux mesures d'interdiction des armes et aux tâches de collecte du renseignement dans la région.
- Accentuation des pressions sur le Nicaragua et sur Cuba pour augmenter le coût de leur interventionisme.
- Mise en place d'institutions politiques démocratiques pouvant bénéficier d'un soutien politique au plan régional.
- Poursuite des programmes de réforme pour corriger les graves déséquilibres sociaux qui favorisent et aident l'insurrection.
- Encouragement à la coopération régionale entre les Etats démocratiques, comme base des mesures de sécurité collective à prendre au niveau de l'Organisation des Etats américains (OEA), du Traité de Rio et de la Communauté démocratique d'Amérique centrale.
- Reconnaissance de la dimension d'affaire publique que revêt le problème de l'Amérique centrale, par un effort concerté d'information auprès de l'opinion publique.
- Choix de stratégies de négociation "cut-and-run" faisant montre d'une approche raisonnable mais ferme, pour aboutir à des accords et des compromis sur la base de nos propositions.

La plupart des éléments nécessaires à la mise en oeuvre de cette stratégie sont en place.

IV- OÙ EN SERONS-NOUS EN 1984?

Notre situation a la fin de l'année fiscale 1984 dépendra d'un certain nombre d'hypothèses. Nous avons envisagé six scénarios. Le scénario n° 1 décrit ci-dessous est considéré comme le cas le plus probable des hypothèses et des résultats. Les scénarios 2 à 6 font l'objet d'annexes à ce rapport.

Scénario n° 1 (le plus probable)

Hypothèses

- 1) Disponibilité en ressources de un milliard de dollars par an pour l'aide économique et militaire au Bassin des Caraïbes.
- 2) Effort significatif d'adaptation aux décisions prises au titre du N.S.D.D. du 17 ainsi que par les autres autorités existantes.
- 3) Pas d'intervention des soldats américains ni d'augmentation significative du nombre des conseillers américains.
- 4) Accroissement important des efforts à l'encontre de Cuba et du Nicaragua. Pas de changements qualitatifs majeurs dans les types de soutien.

- 5) Augmentation de l'effort d'interdiction des armes mais poursuite des fournitures substantielles d'armes.
- 6) Relance progressive de l'économie mondiale pour une amélioration de la balance des paiements et des économies de la région du Bassin des Caraïbes.

Résultats

Au plan régional:

- L'influence de Cuba et du Nicaragua diminue lentement.
- L'économie de la région se consolide.
- La coopération régionale au plan militaire et dans le domaine du renseignement s'améliore parmi les pays démocratiques.
- Les structures démocratiques se renforcent dans nombre de pays.
- La Communauté démocratique d'Amérique centrale apparaît de plus en plus comme un maillon significatif au plan multilatéral.
- La confiance envers nous revient dans la région.

El Salvador - Les forces armées se renforcent, contraignant la guérilla à la défensive mais elle reste cependant opérationnelle. Les heurts augmentent entre les groupes de guérilla et ceux qui les soutiennent. Des élections à l'Assemblée nationale et à la présidence sont prévues en 1983. La violence politique et/ou aveugle diminue lentement mais sûrement. Le problème de l'opinion publique américaine refait surface de façon cyclique à l'occasion de la "certification" semestrielle et en raison des élections américaines de 1984.

Nicaragua - Son isolement s'aggrave.

Guatemala - La situation pourrait s'améliorer sensiblement en fonction de la stabilisation de la région (cf. chapitre "Décisions").

Honduras et Costa Rica - La subversion larvée et minimale demeure sous contrôle. Les problèmes économiques sérieux occasionnent des tensions sociales et sont des germes de violence. Le terrorisme s'accroît mais pas au point d'aboutir à un blocage de la situation intérieure.

Incidences politiques

- a) Poursuite de la stratégie arrêtée ci-dessus au chapitre III. Cohérence et puissance sont les mots-clés.
- b) Maintien du montant des ressources (économiques et militaires) à un milliard de dollars par an pour le Bassin des Caraïbes. Cela exige un supplément de 250 à 300 millions de dollars pour l'année fiscale 83 et une recherche active de crédits supplémentaires pour l'année fiscale 82.
- c) Effort accru pour obtenir du Congrès l'approbation, pour l'année fiscale 82, des crédits supplémentaires d'aide au Bassin des Caraïbes et à la sécurité de la région, afin d'alléger à court terme les problèmes économiques critiques de la région, d'empêcher des revers militaires en El Salvador d'ici au mois d'octobre, et d'obtenir que soit maintenue la coopération du Honduras.
- d) Si la situation continue de s'améliorer au Guatemala, nous aurons besoin de ressources supplémentaires et supérieures pour l'aide destinée à l'économie, à la sécurité et au renseignement.
- e) Mise en pratique de toutes les résolutions du N.S.D.D. du 17 novembre 1981.
- f) Accroissement sensible de la collecte du renseignement de la part des Etats-Unis et amélioration des capacités internes de renseignement dans les pays de la région.

- g) Accroissement substantiel de la qualité de nos connaissances économiques et politiques sur la région par une augmentation du personnel appliqué à cette tâche.
- h) Accentuation de l'effort d'information de l'opinion publique sur les thèmes contenus dans le rapport du Département d'Etat. Consacrer à cela les ressources nécessaires en personnel.
- i) Lancement d'une campagne diplomatique plus active pour retourner le Mexique et les sociaux-démocrates d'Europe. Simultanément, les maintenir isolés par rapport à l'Amérique centrale et faire ressortir le soutien total des partis démocrates-chrétiens et des syndicats libres.
- j) Faire exercer une pression sur Cuba par l'opinion publique en insistant sur la question des droits de l'homme et du citoyen. Utiliser les communautés cubaines à l'étranger pour faire passer le message.
- k) Augmentation des efforts d'entraînement militaire, avec accentuation de sa dimension multilatérale chaque fois que possible et nécessaire.
- l) Accentuation des pressions économiques sur Cuba. (Prise en considération du fait du renforcement de l'embargo économique par l'augmentation des restrictions concernant la dette cubaine auprès de pays tiers.)
- m) Accroissement des efforts pour un accord sur les problèmes faisant l'objet de négociations, afin d'éviter des interventions du Congrès qui iraient à l'encontre de nos intérêts.
- n) Renforcement de la Communauté démocratique d'Amérique centrale.
- o) Efforts pour une aggravation des conflits internes aux groupes de guérilla.
- p) Encouragement aux projets d'amnistie élargie en El Salvador et au Guatemala, et lancement de programmes de propagande au Costa Rica et au Honduras. Mener des actions concertées pour intensifier les dissensions internes de l'extrême gauche.

V- MISE EN PERSPECTIVE DES DÉCISIONS

Comme il a été noté ci-dessus au chapitre III, les éléments clés de notre politique sont en place. Un certain nombre de questions doivent cependant être réglées.

a) Montant des ressources (année fiscale 82): le scénario n° 1 est basé sur un niveau d'engagement d'un milliard de dollars par an jusqu'à l'année fiscale 84 (et probablement au-delà). Le programme de l'année fiscale 82 s'élèvera à un milliard de dollars si l'on y inclut l'aide militaire et économique, le C.B.I., les crédits supplémentaires pour la sécurité et la mise en oeuvre de l'autorisation 506. Si les crédits supplémentaires demandés n'étaient pas approuvés, nos programmes risqueraient d'être sérieusement compromis.

Décision: Faire le maximum, avec l'aide de la Maison-Blanche, pour obtenir l'accord du Congrès sur ces rallonges de crédit.

b) Montant des ressources (année fiscale 83) : Nos demandes budgétaires pour l'année fiscale 83 tomberont à 300 millions de dollars, soit en dessous du milliard de dollars prévu (en dollars 1982).

Aucune décision n'est requise dans l'immédiat mais il faudra résoudre le problème de ce déficit au début de l'année fiscale 83.

c) Montant des ressources (en personnel): La transmission de données vitales sur les questions politiques, militaires et économiques en Amérique centrale a été sérieusement compromise par le manque de budget pour le personnel.

Décision: Le plafond global des effectifs du Département d'Etat sera relevé de 35 postes (en plus des montants prévus au titre des rallonges pour l'année fiscale 82 et du budget pour l'année fiscale 83) afin de disposer de possibilités supplémentaires pour l'information de l'opinion publique et la fourniture de données politiques et économiques sur la région. De même les ressources du DOD dans la région seront revues et corrigées dans la mesure du nécessaire.

d) Montant des ressources (Guatemala): Une aide supplémentaire sera nécessaire au titre des années fiscales 82 et 83 pour concrétiser notre soutien au nouveau gouvernement et pour l'aider à régler le problème de la rébellion.

Décision: Les fonds de l'IMET (Education et entraînement militaire international), jusqu'à concurrence de 50.000 dollars, seront programmés au bénéfice du Guatemala pour l'année fiscale 82. Les ventes au comptant du FMS (Ventes militaires à l'étranger) au Guatemala feront l'objet d'une autorisation immédiate. Un maximum de 10 millions de dollars de crédit FMS seront reprogrammés au bénéfice du Guatemala pour l'année fiscale 83.

e) Montant des ressources (Guatemala. Interdiction): Des mesures immédiates seront prises pour appliquer le programme d'interdiction des armes au Guatemala, conformément à la résolution présidentielle du 9 mars 1981 sur l'Amérique centrale.

Décision: Les attributions de la CIA passeront, au titre de la décision présidentielle du 9 mars 1981, de 19,5 à 22 millions de dollars afin de pouvoir démarrer un programme élargi au Guatemala pour cette année fiscale. Ces crédits seront dégagés, si possible, sur le fonds de réserve de la CIA pour imprévus.

f) Les efforts dans le renseignement: En dépit des améliorations beaucoup reste à faire en ce domaine.

Décision: La DOD et la CIA devront faire un effort pour améliorer la collecte du renseignement dans la région, surtout par le développement des services de renseignement dans chacun des pays démocratiques de la région.

g) Information de l'opinion publique et du Congrès: Une nette amélioration s'impose.

Décision: Avec l'appui de la Maison-Blanche, l'effort d'information de l'opinion publique sera accru et visera l'amélioration des communications avec le Congrès et avec les responsables de l'opinion.

h) N.S.D.D. 17: Les dispositions du N.S.D.D. 17 n'ont pas toutes été appliquées.

Décision: Réaffirmer la validité du N.S.D.D. 17 et appliquer toutes ses dispositions.

(Traduction DIAL sur le texte américain - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441